



«Tasamouh» : un projet de lutte contre la radicalisation



Naima Serroukh est l'initiatrice du projet Tasamouh. Il a été présenté mercredi matin dans les locaux de Multimondo

Les musulmans se mobilisent face à la radicalisation islamique à Bienne. Un projet de prévention pour les jeunes a été créé par Naïma Serroukh, une juriste d'origine marocaine installée depuis plusieurs années en Suisse. Il s'intitule « Tasamouh », un mot qui signifie tolérance, pardon et réconciliation en arabe et se base sur quatre piliers : la prévention, la consultation, la médiation et la formation. La démarche est inédite en Suisse car elle est portée principalement par des membres de la communauté musulmane, « des gens du terrain » qui détiennent les codes culturels pour s'adresser aux jeunes en question. Une équipe de médiateurs a été formée. Elle est composée notamment des assistants sociaux, des animateurs culturels ou encore des personnes actives auprès de leurs communautés. Ils ont pour mission de renforcer le dialogue avec les jeunes et le vivre ensemble. Les médiateurs seront actifs auprès des familles, dans les quartiers, les mosquées, les écoles et les centres de jeunesse. Ils suivront une formation au début de l'année prochaine. Le projet a rencontré un écho positif auprès des autorités. Il a même séduit la police cantonale bernoise et Fedpol qui viendront donner une partie de la formation. Ensuite, les 14 médiateurs sélectionnés offriront un service de consultation ouvert à toute personne ainsi qu'à des institutions.

Bienne, un terreau fertile pour les djihadistes ?

Le lancement de ce projet suscite une question. Celle de la menace djihadiste en ville de Bienne, alors qu'on sait qu'une quinzaine de mosquées sont situées dans la cité seelandaise. A cela s'ajoute la multiculturalité : 10% de la population biennoise est musulmane. On se souvient aussi du cas d'un

jeune gymnasien soupçonné de terrorisme parti au Kenya.

Toutefois, selon Naïma Serroukh, la ville n'est pas particulièrement exposée. Elle affirme que le canton de Vaud et la ville de Winterthour sont nettement plus concernés. Elle reconnaît en revanche qu'à l'heure actuelle le risque est partout.

« Le fait d'être active dans la protection des jeunes est un devoir des musulmans suisses car leurs enfants sont aussi les enfants de la Suisse », indique-t-elle.

Deux cas à traiter

Le projet n'en est qu'à ses débuts mais il a déjà été directement concerné par deux cas de radicalisation. Le premier consiste à accompagner une famille et à la ressortir de l'isolement après le départ de son enfant pour le djihad. La deuxième intervention s'est déroulée suite à l'appel d'une école, inquiète par rapport au comportement de l'un de ses élèves. Il s'agissait d'une fausse alarme. D'après Naïma Serroukh, c'était une dépression et non pas une radicalisation.

Pour l'heure, ce projet pilote n'est réservé qu'aux francophones. En cas de succès, un groupe de médiateurs germanophone pourrait être créé. /anl

23.11.2016 - 17:22

Actualisé le 24.11.2016 - 04:33